

RAPPORT SUR LE  
**DÉVELOPPEMENT  
HUMAIN** 2023-2024

APERÇU



**Sortir  
de  
l'impasse**

**Repenser  
la coopération  
dans un monde  
polarisé**

Copyright @ 2024

Par le Programme des Nations Unies pour le développement  
1 UN Plaza, New York, NY 10017 États-Unis

Tous droits réservés. Aucune partie de ce document ne peut être reproduite, enregistrée dans un système d'archivage ou transmise sous aucune forme ou par aucun moyen électronique, mécanique, photographique, enregistré ou autre, sans autorisation préalable.

**Avvertissement général.** Les dénominations utilisées et la présentation des données dans la présente publication ne constituent pas l'expression par le Bureau du Rapport sur le développement humain (BRDH) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) d'un quelconque avis concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou de ses autorités, ou concernant le tracé de ses frontières ou limites. Les lignes en pointillés sur les cartes représentent des lignes de frontières approximatives dont le tracé peut ne pas avoir fait l'objet d'un accord définitif.

Les conclusions, analyses et recommandations contenues dans le présent Rapport, comme celles des rapports précédents, ne représentent pas la position officielle du PNUD ni d'aucun des États membres des Nations Unies qui font partie de son Conseil d'administration. Elles ne sont pas non plus nécessairement agréées par ceux qui sont mentionnés dans les remerciements ou cités.

La mention de sociétés particulières ne signifie pas que celles-ci sont agréées ou recommandées par le PNUD de préférence à d'autres sociétés de nature similaire qui ne sont pas citées.

Certains des chiffres figurant dans la partie analytique du Rapport, lorsqu'ils sont indiqués, ont été estimés par le BRDH ou d'autres contributeurs au Rapport et ne sont pas nécessairement les statistiques officielles du pays, de la région ou du territoire concernés, qui peuvent utiliser d'autres méthodes. Tous les chiffres contenus dans l'Annexe statistique proviennent de sources officielles. Toutes les précautions raisonnables ont été prises par le BRDH pour vérifier les informations contenues dans la présente publication. Toutefois, la publication imprimée est distribuée sans garantie d'aucune sorte, expresse ou implicite.

La responsabilité de l'interprétation et de l'utilisation de la publication incombe au lecteur. En aucun cas, le BRDH et le PNUD ne sauraient être tenus responsables des préjudices subis du fait de son utilisation.

Les contributions signées figurant dans les sections « Encadrés » et « Coups de projecteurs » représentent les opinions des auteurs et sont le résultat de recherches indépendantes relevant de la responsabilité de ces derniers. Elles ne représentent pas nécessairement la position ou les opinions du Bureau du Rapport sur le développement humain ou du PNUD. Toute erreur ou omission relève de la responsabilité des auteurs. Les contributions sont présentées dans le Rapport afin de stimuler le débat et d'encourager les chercheurs et les décideurs à poursuivre le dialogue.

Imprimé aux États-Unis, par AGS, une filiale de RR Donnelley, sur du papier certifié par le Forest Stewardship Council et sans chlore élémentaire. Imprimé avec des encres végétales.



Le Rapport sur le développement  
humain 2023-2024



**RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN  
2023-2024**

---

**APERÇU**

# **Sortir de l'impasse**

Aperçu du Rapport sur  
le développement humain 2023-2024

---

## **Sortir de l'impasse**

Aperçu du Rapport sur le développement humain 2023-2024

Nous pouvons faire mieux. Mieux que des changements climatiques et des pandémies hors de contrôle. Mieux qu'une vague de transferts de pouvoir anticonstitutionnels dans un contexte marqué par l'essor du populisme à l'échelle mondiale. Mieux que des violations en cascade des droits humains, mieux que des massacres éhontés de personnes dans leurs maisons et dans leurs lieux de vie, dans les hôpitaux, les écoles et les refuges.

Nous devons faire mieux qu'un monde constamment au bord du gouffre, un château de cartes socio-écologique. Nous le devons à nous-mêmes et aux autres, à nos enfants et à leurs enfants.

Nous avons tant d'atouts en main ! Dans les annales de notre espèce, notre génération peut se targuer d'un savoir-faire sans précédent.

Nous savons quels sont les défis mondiaux et qui en subira les conséquences les plus graves. D'autres enjeux viendront sans doute s'y ajouter, des enjeux que nous ne pouvons pas anticiper aujourd'hui.

Nous savons quels choix offrent de meilleures perspectives de paix, de prospérité partagée et de durabilité, de meilleures façons de gérer les interactions des multiples couches d'incertitude ainsi que les imprévus planétaires interdépendants<sup>1</sup>.

De surcroît, certains d'entre nous sont très riches. Globalement, nous disposons de richesses et de technologies spectaculaires, que nos ancêtres n'auraient pu imaginer et qui pourraient nous permettre de faire des choix audacieux et nécessaires en faveur de la paix et du développement humain durable et inclusif dont elle dépend.

Alors pourquoi la réalisation des ambitions du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris sur le climat semble-t-elle à-demi enlisée dans des sables mouvants ?

Pourquoi, dans bien des endroits, le rétablissement de la paix, ou ne serait-ce que des trêves ou des cessez-le-feu qui pourraient être des préludes prometteurs à la paix, semblent-ils si difficiles à obtenir ?

Pourquoi accusons-nous tant de retard en matière de gouvernance numérique alors que ceux qui déploient l'intelligence artificielle s'engagent dans une véritable ruée vers les données ?

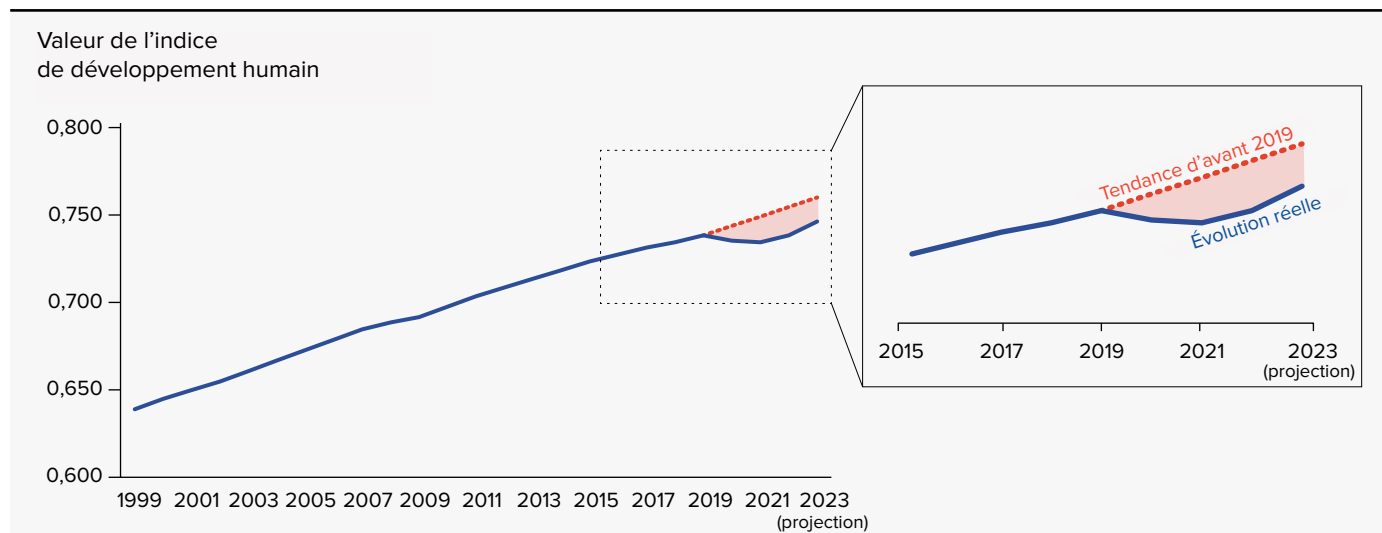
En bref, pourquoi nous trouvons-nous dans une telle impasse ? Et comment sortir de cette impasse sans recourir à la violence à bon compte ? Ce sont ces questions qui sous-tendent le Rapport sur le développement humain 2023-2024.

Les questions aussi tranchantes n'en sont pas moins complexes : les problèmes au cœur desquels se trouvent des inégalités de pouvoir défient souvent toute explication facile. Les solutions miracles sont certes séduisantes, mais elles sont trompeuses, comme les chants de sirènes que constituent les slogans de ceux qui exploitent les griefs de différents groupes. Ces formules magiques et recettes faciles empoisonnent notre volonté de faire le pénible effort de surmonter la polarisation.

Les bourbiers géopolitiques abondent, alimentés par l'évolution des dynamiques de pouvoir entre les États et par le fait qu'au sein des pays, les regards restent tournés vers l'intérieur en raison des inégalités, de l'insécurité et de la polarisation, autant de thèmes récurrents dans le présent Rapport sur le développement humain et dans ceux qui l'ont précédé. Or, ce n'est pas parce que la concurrence entre les grandes puissances s'intensifie, tandis que les pays sous-représentés dans la gouvernance mondiale demandent à avoir davantage voix au chapitre sur les questions d'importance mondiale, que nous devons rester les bras croisés. N'oublions pas que c'est pendant la guerre froide que s'est déployée la coopération mondiale pour l'éradication de la variole et pour la protection de la couche d'ozone, entre autres problématiques majeures, telles que la non-prolifération nucléaire.

Même aujourd'hui, des lueurs d'espoir apparaissent. L'accord sur les céréales conclu avec l'Ukraine, avant sa suspension en 2023, a permis d'éviter une insécurité alimentaire généralisée, qui aurait touché en premier lieu les pays et les populations les plus pauvres. La production des vaccins contre la COVID-19, qui ont permis de sauver quelque 20 millions de vies en une seule année, repose sur des chaînes d'approvisionnement mondiales<sup>2</sup>. Les pays continuent à coopérer sur le séquençage génomique des variants, bien que des inégalités honteuses persistent dans l'accès aux vaccins<sup>3</sup>. Lors de la 28<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la communauté internationale a créé un nouveau fonds pour les pertes et les préjudices, dont bénéficieront plus de 3 milliards de personnes, avec des annonces de contributions s'élevant à plus de 600 millions de dollars<sup>4</sup>. Les investissements mondiaux dans les énergies propres, ainsi que les emplois et les possibilités qui en découlent, ont atteint un niveau record de 1 800 milliards de dollars en 2023 (ce qui correspond à la taille de l'économie de la République de Corée), soit près de deux fois plus que le chiffre de 2020<sup>5</sup>. Malgré tous les défis qu'elle présente, la géopolitique n'est tout simplement pas

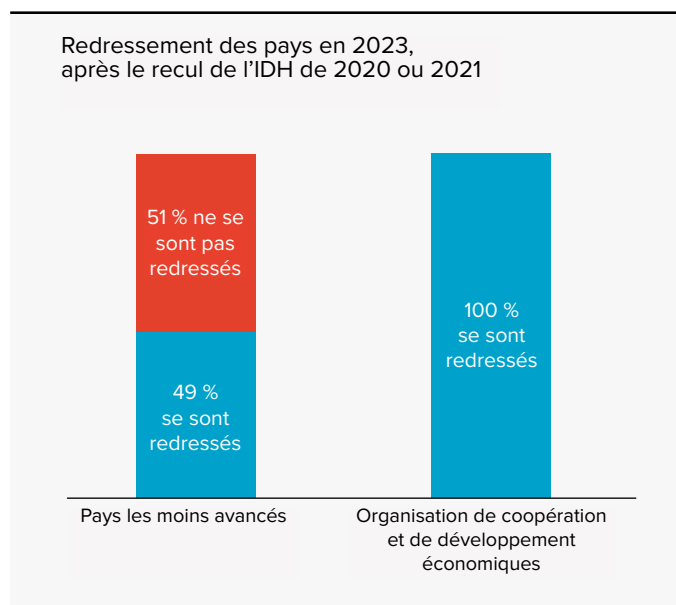
**Figure S.1 Une déviation permanente de la trajectoire de l'indice de développement humain**



**Note :** la valeur réelle de l'indice de développement humain pour 2023 est une projection. La tendance d'avant 2019 est fondée sur l'évolution de l'IDH au cours des 20 années précédentes.

**Source :** calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir des données de Barro et Lee (2018), du FMI (2023), du DAES (2022, 2023), de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2023), de la Division de la statistique des Nations Unies (2023) et de la Banque mondiale (2023).

**Figure S.2 Le redressement de l'indice de développement humain (IDH) depuis le déclin observé en 2020-2021 devrait être très inégal**



**Note :** les pays les moins avancés affichent de faibles niveaux de revenu et sont confrontés à des vulnérabilités qui font d'eux « le groupe le plus pauvre et le plus faible » au sein de la communauté internationale (<https://www.un.org/ohrlls/fr/content/%C3%A0-propos-des-pays-les-moins-avanc%C3%A9s>). La notion de « redressement » signifie que les pays qui ont subi un déclin de leur IDH en 2020 ou 2021 ont atteint ou dépassé, en 2023, la valeur de leur IDH d'avant ce déclin.

**Source :** calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir des données de Barro et Lee (2018), du FMI (2023), du DAES (2022, 2023), de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2023), de la Division de la statistique des Nations Unies (2023) et de la Banque mondiale (2023).

une excuse pour rester dans l'impasse. Il existe des moyens de s'en sortir. Repenser les biens publics mondiaux et les mettre pleinement à disposition en est un.

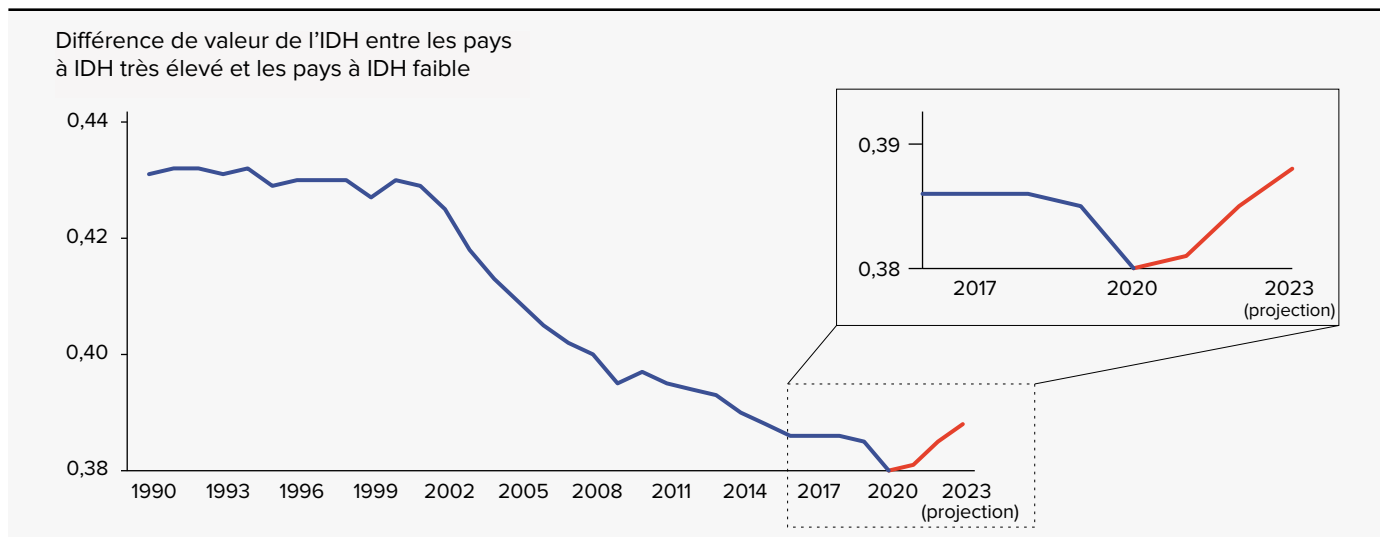
Le Rapport sur le développement humain 2021-2022 fait valoir que, dans le monde entier, un nouvel ensemble d'incertitudes bouleverse nos vies et entrave le développement humain. Pour la première fois, la valeur de l'indice de développement humain (IDH) mondial a baissé, en 2020 et 2021.

La valeur de l'IDH mondial a depuis rebondi pour atteindre un niveau qui devrait dépasser les records en 2023 (figure S.1). D'après les projections, toutes les composantes de l'IDH mondial devraient dépasser leurs valeurs d'avant 2019<sup>6</sup>.

Or, malgré ce record attendu, la valeur de l'IDH mondial devrait rester inférieure à la tendance historique. De plus, cette valeur mondiale masque des divergences inquiétantes entre les pays : les prévisions indiquent que tous les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques ont connu un redressement, contre près de la moitié, seulement, des pays les moins avancés (figure S.2). Après vingt ans de baisse constante, les inégalités entre les pays situés aux extrémités supérieures et inférieures de l'IDH sont reparties à la hausse, augmentant chaque année depuis 2020 (figure S.3).

Si la valeur de l'IDH mondial continue d'évoluer en dessous de la tendance d'avant 2019, comme c'est le cas depuis 2020, les pertes seront irréversibles. D'après la

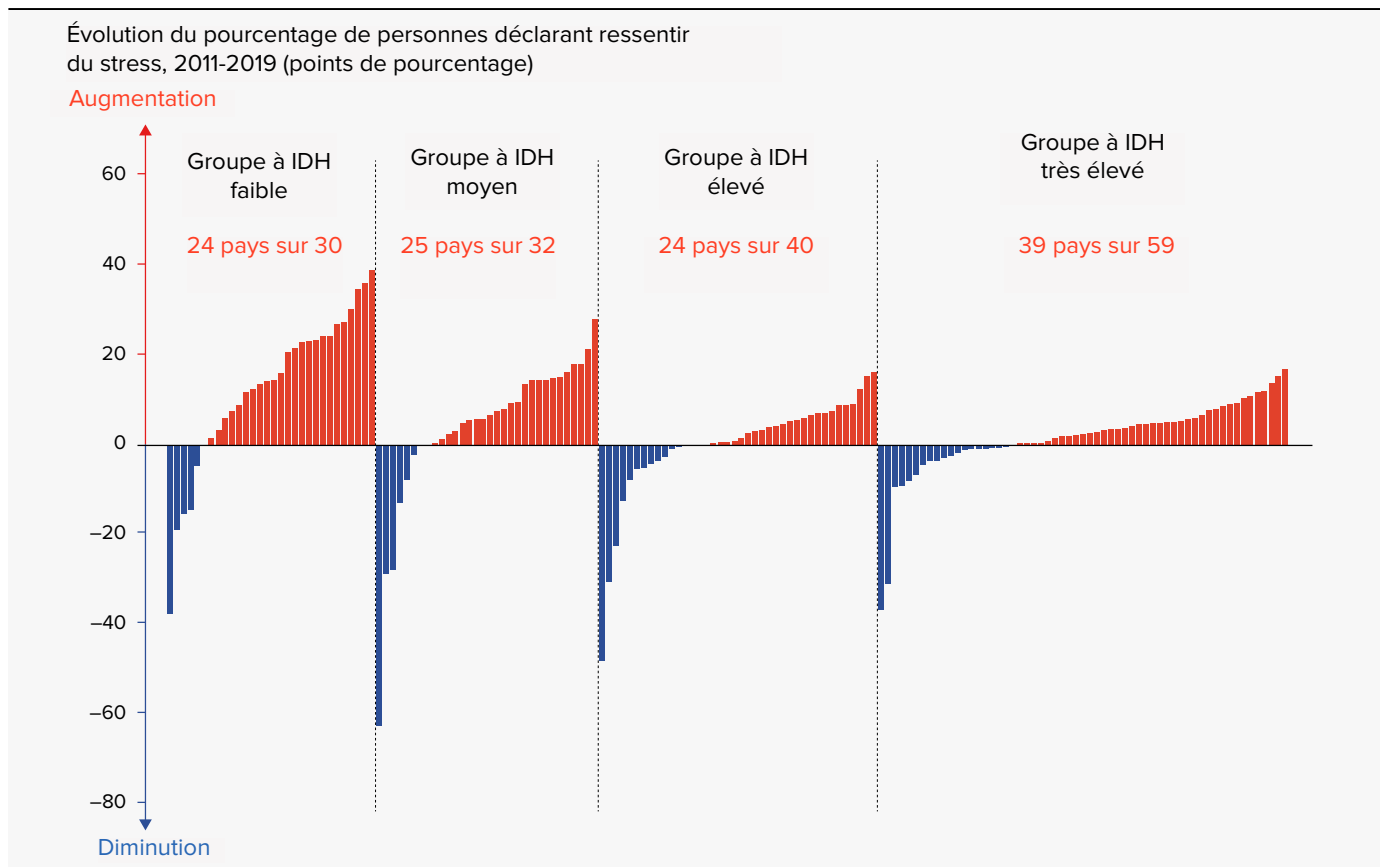
**Figure S.3** Les inégalités entre les pays à IDH très élevé et les pays à IDH faible augmentent, après une longue période de resserrement



**Note :** la valeur de l'indice de développement humain pour 2023 est une projection.

**Source :** calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir des données de Barro et Lee (2018), du FMI (2023), du DAES (2022, 2023), de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2023), de la Division de la statistique des Nations Unies (2023) et de la Banque mondiale (2023).

**Figure S.4** Le nombre de personnes se disant stressées a augmenté dans la plupart des pays, et même depuis bien avant la pandémie de COVID-19

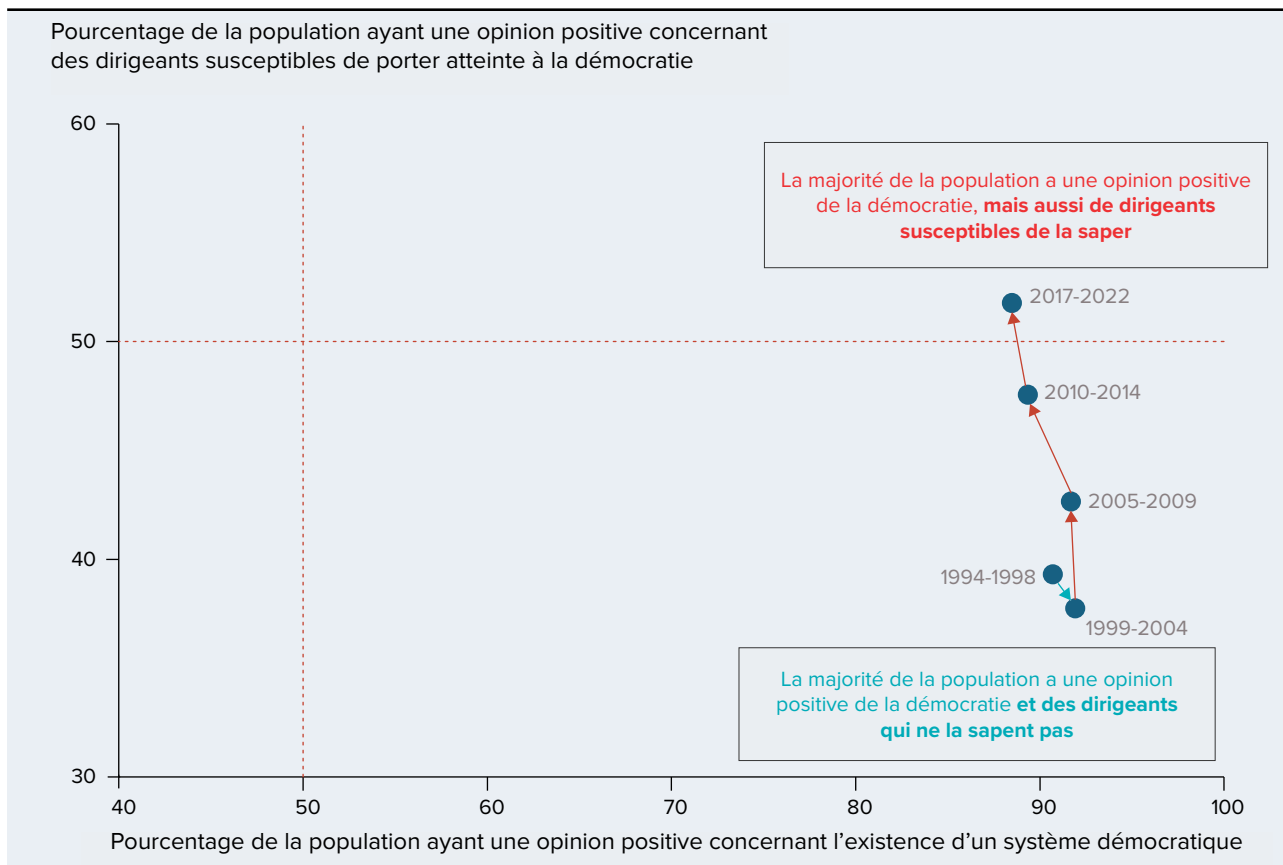


L'acronyme « IDH » désigne l'indice de développement humain.

**Note :** les valeurs correspondent à l'évolution du pourcentage de personnes ayant déclaré avoir ressenti du stress « pendant une grande partie de la journée d'hier ».

**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir d'un sondage mondial Gallup (2023).

**Figure S.5 Un paradoxe démocratique ? Une adhésion sans faille à la démocratie, mais un soutien de plus en plus important à des dirigeants qui la sapent**



**Note :** les données sont des moyennes pondérées en fonction de la population. Le pourcentage de la population illustré sur l'axe vertical se réfère aux personnes ayant répondu que le fait d'avoir un dirigeant puissant, qui n'a pas à se préoccuper du parlement et des élections, est une « très bonne chose » ou une « assez bonne chose ». Le pourcentage de la population illustré sur l'axe horizontal correspond aux personnes ayant répondu que le fait d'avoir un système politique démocratique est une « très bonne chose » ou une « assez bonne chose ».

**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir de données provenant de plusieurs séries de l'Enquête mondiale sur les valeurs (Inglehart *et al.*, 2022).

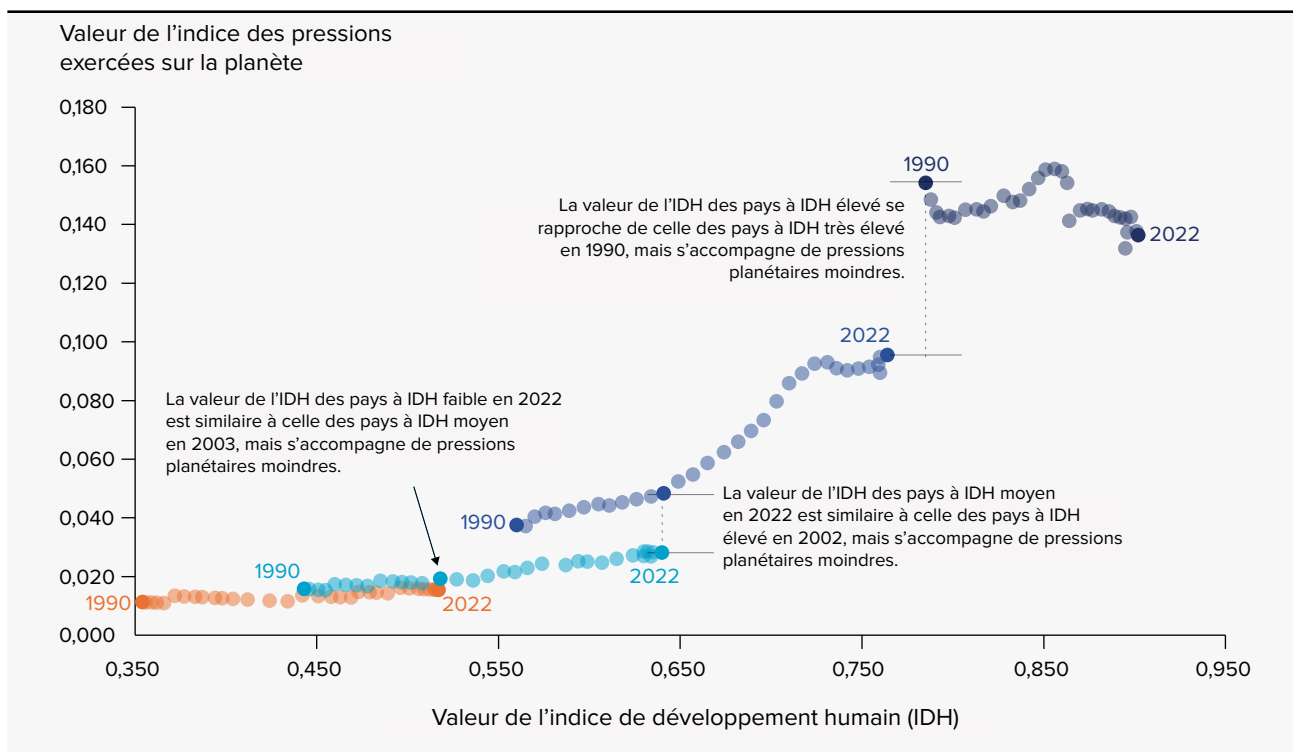
tendance observée sur la période 1999-2019, la valeur de l'IDH mondial était sur la bonne voie pour franchir le seuil définissant un niveau de développement humain très élevé (une valeur de 0,800) d'ici 2030 — année coïncidant avec l'échéance fixée pour la réalisation des objectifs de développement durable. Aujourd'hui, le monde s'est écarté de cette voie : en 2023, toutes les régions devraient se trouver en-deçà de leur trajectoire d'avant 2019. Quelle que soit sa trajectoire future, la valeur de l'IDH mondial ne rendra compte que partiellement (voire pas du tout) de nombreux autres éléments importants, tels que les effets débilissants des maladies chroniques, les augmentations soudaines des troubles de la santé mentale ou les pics de violence contre les femmes, autant de facteurs qui restreignent les possibilités de vie des individus. Pour les pays riches comme pour les pays pauvres, certaines de ces pertes ne seront jamais épongées. Quoi qu'en

disent actuellement les graphiques et les indicateurs, la pandémie de COVID-19 a coûté la vie à quelque 15 millions de personnes<sup>7</sup>. Ces personnes, nous ne pourrons les ramener à la vie. Nous ne retrouverons pas non plus le temps que nous avons perdu de tant de façons — à cause de l'isolement, des soins à dispenser, de la scolarisation interrompue. À l'évidence, l'ensemble d'incertitudes fait planer très durablement une ombre sur le développement, ces dernières années marquant peut-être une bifurcation déplorable et évitable de sa trajectoire, plutôt qu'un recul momentané.

L'IDH est un indicateur important, quoique sommaire, de développement humain. Il y a quelques années encore, le bien-être n'avait jamais été aussi élevé et la pauvreté aussi faible. Pourtant, partout dans le monde, les individus faisaient état de niveaux élevés de tristesse, de stress et d'inquiétude (figure S.4)<sup>8</sup>. Ces indicateurs autodéclarés ont



**Figure S.6 Des raisons d'espérer : des améliorations de l'indice de développement humain sans augmentation des pressions exercées par les humains sur la planète**



**Note :** l'indice des pressions exercées sur la planète est calculé à partir des émissions de dioxyde de carbone par habitant et de l'empreinte matières par habitant dans chaque pays (cela correspond à 1 moins le coefficient d'ajustement aux pressions exercées sur la planète présenté dans le tableau 7 de l'Annexe statistique).

**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain. Voir les sources spécifiques indiquées dans les tableaux 2 et 7 de l'Annexe statistique.

depuis augmenté pour près de 3 milliards de personnes<sup>9</sup>. De plus, bien que 9 personnes sur 10 affichent un soutien indéfectible à l'idéal de la démocratie, le nombre de personnes qui soutiennent des dirigeants susceptibles de saper cet idéal a augmenté : aujourd'hui, pour la première fois, plus de la moitié de la population mondiale se montre favorable à de tels dirigeants (figure S.5)<sup>10</sup>.

Comment expliquer cette tendance ?

Le progrès semble plus difficile à appréhender, surtout si l'on tient compte des pressions exercées par les humains sur la planète ; il est clair que certains éléments échappent à nos indicateurs de développement types. L'un de ces éléments est peut-être la marginalisation des personnes — le déficit de pouvoir d'agir des humains — exacerbée à la fois par les nouvelles configurations de la complexité et de l'interdépendance mondiales, l'incertitude, l'insécurité et la polarisation.

Les personnes cherchent des réponses et une voie à suivre. Cette quête peut être orientée utilement par des espoirs et des ambitions partagés qui rassemblent tout le monde (pas nécessairement sur tout), à la faveur de

discours axés sur la coopération et d'institutions reposant sur un socle de confiance généralisée. Au cours des dix dernières années, les pays à IDH élevé ou très élevé ont amélioré la valeur de leur IDH sans exercer plus de pressions sur la planète, ce qui constitue un changement par rapport aux tendances précédentes, où ces deux indicateurs augmentaient ensemble, ce qui donne des raisons d'espérer qu'une telle évolution soit possible (figure S.6).

La quête des individus pourraient aussi être orientée, comme il semble que ce soit le cas actuellement, vers des cercles vicieux de diabolisation et de culpabilisation qui engendrent, au mieux, de la suspicion et de la méfiance et, au pire, des préjugés, de la discrimination et de la violence.

Il est inquiétant de constater que le populisme monte en puissance, dépassant les pics du siècle dernier, qui correspondaient globalement à des périodes de mondialisation mal gérée<sup>11</sup>. Cela se produit parallèlement et, dans de nombreux cas, grâce à des formes de polarisation malfaisantes, telles que la restriction et le durcissement d'identités étroitement définies, une sorte de coercition ou de non-liberté rendue possible, si ce n'est ouvertement

célébrée, par la fétichisation permanente d'un prétendu intérêt personnel rationnel.

La capacité des personnes à déterminer par elles-mêmes ce à quoi correspond une « bonne vie », y compris leur capacité à définir et à réévaluer leurs responsabilités à l'égard d'autrui et de la planète, est évincée de nombreuses façons. Le dogme métastatique de la non-intervention est exploité pour masquer le pillage des ressources économiques et écologiques. Les mentalités invoquant la loi de la jungle et le protectionnisme nous renvoient à l'ère mercantiliste. Les politiques et les institutions, y compris celles qui n'ont pas géré correctement la dynamique des marchés mondialisés, privilégient le « moi » au « nous ».

Nous sommes à une fâcheuse croisée des chemins. Celle où la polarisation et la méfiance sont en voie de collision avec une planète malade. L'insécurité et les inégalités y sont pour beaucoup, de même que la constellation de discours prônant la marginalisation qui engendrent un fatalisme défensif et une inertie catastrophique, le tout circonscrit et, d'une certaine façon, alimenté par une polarisation politique vertigineuse.

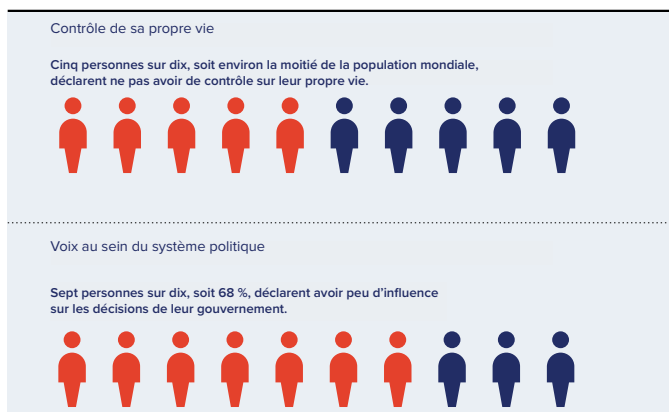
Que pouvons-nous faire pour rectifier le tir ? Beaucoup.

### Construire une architecture des biens publics mondiaux adaptée au XXI<sup>e</sup> siècle

Premièrement, nous devrions mettre en place une architecture des biens publics mondiaux adaptée au XXI<sup>e</sup> siècle. Ce serait le troisième volet de la coopération internationale, qui viendrait compléter l'aide au développement centrée sur les pays les plus pauvres et l'aide humanitaire centrée sur les situations d'urgence. Ces axes de travail ne sont pas cloisonnés. L'architecture des biens publics mondiaux aurait la particularité de viser à ce que les transferts des pays riches vers les pays pauvres favorisent la réalisation d'objectifs dont tous les pays bénéficieraient. Chaque pays pourrait avoir voix au chapitre et apporter sa contribution. En cela, ce troisième axe de travail serait intrinsèquement multilatéral.

Les biens publics mondiaux nécessiteront des financements supplémentaires en complément de l'aide au développement traditionnelle, et non pas en remplacement de celle-ci ou en concurrence avec elle. Ces financements pourront prendre plusieurs formes. Par exemple, lorsqu'une partie d'un investissement réalisé dans un pays pauvre génère des bénéfices au niveau mondial, le financement (ou le transfert de technologie) correspondant devrait en

**Figure S.7 Les déficits de capacité d'agir collective sont plus importants que les déficits de contrôle des individus sur leur propre vie**



**Note :** la capacité d'agir est l'aptitude des individus à agir en tant qu'acteurs à même d'obtenir des résultats concrets suivant leurs engagements (Sen, 2013). Elle est mesurée par deux indicateurs : la part de la population qui déclare avoir le sentiment de contrôler sa vie (mesurée sur une échelle de 1 à 10, où 1 à 3 indique un fort déficit de capacité d'agir, 4 à 7 un déficit modéré de capacité d'agir et 8 à 10 indique l'absence de déficit de capacité d'agir) et la part de la population qui déclare avoir le sentiment que sa voix est entendue au sein du système politique (les personnes qui disent se reconnaître « beaucoup » ou « énormément » dans cette affirmation). Ces données sont calculées à partir de microdonnées et de pondérations égales entre les pays.

**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir de données provenant de la série 7 (2017-2022) de l'Enquête mondiale sur les valeurs (Inglehart *et al.*, 2022).

général être de nature concessionnelle, pour s'assurer que les bénéficiaires (le reste du monde) sont en phase avec les payeurs (le reste du monde). Le revers de la médaille viendra des risques ou des chocs qui ne sont pas le fait d'un seul pays. Des déclencheurs automatiques pourraient être intégrés dans les obligations ou les accords de prêt, en particulier dans les titres de créance conditionnels catégoriels, afin d'aider les pays les plus pauvres à faire face aux crises qu'ils n'ont guère contribué à générer, comme dans le cas des changements climatiques. Ce type de dispositif créerait des conditions plus prévisibles pour évoluer dans un monde incertain, ce qui permettrait de mobiliser et d'attirer des financements privés dans ces pays.

### Faire baisser les températures et lutter contre la polarisation

Deuxièmement, nous devons faire baisser les températures et lutter contre la polarisation, qui empoisonne pratiquement tout ce qu'elle touche et entrave la coopération internationale. La fourniture de biens publics mondiaux y contribuera. De même, il sera nécessaire de

rectifier les perceptions erronées que l'on a des préférences et des motivations des autres. Trop souvent, les individus ont des présuppositions biaisées concernant les autres, y compris les personnes qui se trouvent de l'autre côté de l'échiquier politique. Souvent, les gens sont plus souvent d'accord entre eux qu'ils ne le pensent. Par exemple, au niveau mondial, 69 % des individus se disent prêts à sacrifier une partie de leurs revenus pour contribuer à l'atténuation des changements climatiques, mais seuls 43 % d'entre eux pensent que les autres sont du même avis (soit une perception erronée correspondant à 26 points de pourcentage)<sup>12</sup>. Il en résulte une fausse réalité sociale d'ignorance pluraliste, où les croyances erronées des uns concernant les autres entravent une coopération qui, si elle était reconnue et corrigée, pourrait accélérer l'action collective contre les changements climatiques.

La polarisation ne peut pas toujours être réduite à une perception erronée, bien que celle-ci joue un rôle important. Il est donc important de créer des espaces de délibération pour surmonter les clivages. Les assemblées de citoyens peuvent fonctionner dans ce sens, mais il existe d'autres moyens d'y parvenir. Les interventions qui facilitent un traitement plus délibéré de l'information peuvent permettre d'éviter que les individus se laissent enfermer dans des convictions erronées<sup>13</sup>. Dans les contextes de conflits opposant plusieurs groupes, présenter des informations dans un cadre qui ne suscite pas de colère peut être une action propice à la dépoliarisation<sup>14</sup>. Les interventions qui s'appuient sur des approches qualitatives et narratives, telles que les récits et les anecdotes, sont particulièrement efficaces<sup>15</sup>.

Les mots clés sont « délibéré » et « délibération ». La polarisation est plus susceptible de s'autodétruire avec de graves conséquences que de s'autocorriger de manière utile. La solution est d'exercer une pression positive constante qui encourage l'empathie, renforce la confiance entre les individus et insiste sur les identités communes qui se rejoignent.

---

## Comblant les déficits de capacité d'agir

Troisièmement, nous devons combler les déficits de capacité d'agir, qui s'expliquent en partie par la divergence entre ce que les sociétés croient possible ou probable et ce qui est objectivement possible<sup>16</sup>. Ces déficits se manifestent également dans la mesure où la moitié des personnes dans le monde déclarent n'avoir pas ou peu de contrôle sur leur vie et plus des deux tiers estiment n'avoir que peu d'influence sur les décisions prises par leur gouvernement (figure S.7).

Pour contribuer à réduire les déficits de capacité d'agir, les institutions doivent être plus centrées sur les personnes, être une propriété collective et être tournées vers l'avenir.

Par « être centrées sur les personnes », on entend le fait que les institutions définissent des objectifs ultimes sur le plan du développement humain et de la sécurité humaine, en tenant compte de l'interdépendance entre les personnes et la planète.

Par « être une propriété collective », on entend la répartition équitable du pouvoir de fixer des objectifs collectifs, des responsabilités concernant leur réalisation et des résultats qui en découlent. Ce principe met l'accent sur l'établissement de normes sociales qui promeuvent la valeur des réalisations collectives et des comportements coopératifs<sup>17</sup>.

Par « être tournées vers l'avenir », on entend le fait de privilégier ce que nous pouvons façonner et créer en travaillant ensemble, en enrichissant l'espace de délibération et de convergence de vues<sup>18</sup>. Face aux défis à relever, cette orientation vers l'avenir ouvre des possibilités d'espoir et de résolution créative.

En adaptant ces principes à différents contextes, nous pourrions nous engager sur la voie d'un dialogue et d'une action productifs, qui devront être flexibles et itératifs au vu des incertitudes auxquelles nous faisons face, pour nous permettre d'en tirer des enseignements qui nous aideront à rectifier le tir.

Grâce à ces principes, nous pourrions contrer la tyrannie des discours antagonistes unidirectionnels et des identités exclusives uniques.

Nous pourrions mieux gérer l'évolution des interdépendances mondiales.

Nous pourrions sortir de l'impasse mondiale en suivant une démarche de coopération et de paix.

## Notes

### APERÇU

- 1 Voir PNUD (2020, 2022a).
- 2 Watson *et al.* (2022).
- 3 Voir le tableau de bord mondial du PNUD sur l'équité en matière de vaccins, à l'adresse suivante : <https://data.undp.org/fr/insights/vaccine-equity>.
- 4 Vaidyanathan (2024). Ces contributions annoncées restent insuffisantes par rapport aux pertes et préjudices annuels induits par les changements climatiques, estimés à 400 milliards de dollars par an.
- 5 <https://about.bnef.com/blog/global-clean-energy-investment-jumps-17-hits-1-8-trillion-in-2023-according-to-bloombergnef-report/> (consulté le 31 janvier 2024).
- 6 Les données relatives à l'IDH jusqu'en 2022 proviennent du tableau 1 de l'Annexe du présent rapport. Les valeurs indiquées pour 2023 sont des projections réalisées à partir des mêmes sources de données que celles utilisées pour le tableau 1 de l'Annexe.
- 7 Msemburi *et al.* (2023).
- 8 Voir PNUD (2022b).
- 9 Quelque 3 milliards de personnes disent ressentir actuellement de l'inquiétude, soit 687 millions de plus qu'il y a 10 ans ; 2 milliards de personnes disent ressentir de la tristesse, soit 540 millions de plus qu'il y a 10 ans ; 2,9 milliards de personnes disent ressentir du stress, soit 596 millions de plus qu'il y a 10 ans (calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain, basés sur les données de l'Enquête mondiale sur les valeurs). Daly et Macchia (2023).
- 10 Voir Kurlantzick (2022), Reuters (2021) et PNUD (2023).
- 11 Funke, Schularick et Trebesch (2023).
- 12 Andre *et al.* (2024).
- 13 Fernbach et Van Boven (2022).
- 14 Gur, Ayal et Halperin (2021).
- 15 Graeber, Zimmermann et Roth (2022) ; Vogt *et al.* (2016).
- 16 Hoff et Demeritt (à paraître). Le développement de la capacité d'agir consiste à renforcer la capacité des individus à être acteurs du changement. Les stratégies n'insistent pas suffisamment sur le rôle central de la capacité d'agir en tant que pilier essentiel du développement humain. Réduire les déficits de capacité d'agir permet aux personnes de participer au raisonnement public et à la prise de décisions par l'intermédiaire d'institutions en lesquelles elles ont confiance.
- 17 En ce qui concerne l'importance de la copropriété des institutions politiques, voir Allen (2023).
- 18 En ce qui concerne la mobilisation de l'avenir en tant qu'idée politique, voir White (2023).



Programme des Nations Unies pour le développement  
One United Nations Plaza  
New York, NY 10017  
[www.undp.org](http://www.undp.org)

